Programme DaziT – Groupe d'accompagnement Économie

Séance 1/20265 (16.03.2026)

Mot de bienvenue / Informations actuelles de l'OFDF

Pascal Lüthi, directeur de l'OFDF, souhaite la bienvenue aux participants à la première réunion du groupe d'accompagnement «Économie» de l'année 2026. À la fin de cette année, le programme DaziT s'achèvera comme prévu après neuf ans, cela ne signifie toutefois pas la fin de la numérisation. À partir de 2027, les travaux se poursuivront sans interruption en mettant l'accent sur les systèmes centraux tels que Passar, tout en tenant compte de la nouvelle situation (programme d'économies). La collaboration éprouvée avec le secteur économique et les échanges réguliers au sein du groupe d'accompagnement se poursuivront également. Pour l'instant, il s'agit de concentrer les efforts communs sur le lancement imminent de Passar Importation.

Révision de la loi sur les douanes / ordonnances

Le paquet d'ordonnances fait actuellement l'objet d'une consolidation au sein de l'administration. La consultation sera ouverte en milieu d'année. L'OFDF recommande aux associations économiques et aux entreprises concernées de se concentrer sur les ordonnances qui les touchent directement – pour le trafic transfrontalier de marchandises, il s'agit en premier lieu des ordonnances-cadres. Des informations explicatives et des séances d'information ponctuelles sont prévues en vue de la consultation. Les questions éventuelles peuvent être adressées à tout moment à l'OFDF.

Passar Exportation

Le passage de l'exportation d'e-dec à Passar a pu être achevé fin février. L'OFDF remercie les acteurs économiques impliqués pour le franchissement de cette étape importante. Trois possibilités sont désormais disponibles pour la déclaration des exportations : Passar Exportation (standard), e-dec Web (jusqu'à son remplacement par «Declar») ou le recours à un prestataire de services de dédouanement (p. ex. transitaire). Les demandes de dérogation pour une utilisation prolongée d'e-dec Export ne sont plus acceptées. Les trois dispositions transitoires connues (diapositive 9) expirent fin mai 2026. Les entreprises concernées sont invitées à prendre contact avec leur fournisseur de logiciel afin de prendre les mesures nécessaires.

Le contrôle automatisé des marchandises réglementées fait partie des principales nouveautés de Passar. L'OFDF informe sur certains obstacles connus, notamment en ce qui concerne les autorisations du SECO (matériel de guerre / biens à double usage) et de l'OSAV (CITES). Les diapositives 10 et 11 résument les principales recommandations ; toutes les informations relatives aux marchandises réglementées sont également disponibles sur le site web de l'OFDF (www.bazg.admin.ch/fr/interdictions-restrictions-conditions-commerce). Jusqu'à ce que le problème technique connu au niveau de l'interface avec le SECO soit entièrement résolu, les documents d'accompagnement (factures, autorisations) doivent être

présentés temporairement à l'OFDF en cas d'erreur (PE00020). À cet égard, plus ces documents sont fournis rapidement, plus la marchandise peut être libérée rapidement.

Le passage à Passar implique que chaque déclaration des marchandises exportation doit être référencée avec une déclaration de transport et activée lors du passage de la frontière (devenant alors juridiquement contraignante). Des analyses montrent que l'activation automatisée au moyen de l'application Activ (Remote Loading ou DTS Scan) représente actuellement moins de 3 % des exportations. En d'autres termes, environ 70 000 envois à l'exportation doivent être présentés chaque mois au guichet de l'OFDF à la frontière, alors que cela ne serait pas nécessaire. L'OFDF encourage les entreprises à exploiter sans délai ce vaste potentiel d'économies de temps et d'argent.

Certificats de circulation des marchandises (CCM) numériques EUR. 1 – «Certificat»

L'OFDF lancera mi-mars un projet pilote avec l'application web «Certificat» pour l'établissement et la validation automatisée des certificats de circulation des marchandises EUR. 1. Les informations relatives à l'utilisation de «Certificat» sont déjà disponibles sur le site web de l'OFDF (https://www.bazg.admin.ch/fr/certificat-digitale-wvb-eur-1-fr). Outre un guide rapide, des réponses sont apportées à des questions de procédure, notamment concernant le traitement des procurations.

Les CCM EUR. 1 établis avec «Certificat» peuvent d'abord être obtenus en version «Draft», puis, après activation, en version «Final» via «Chartera Output». Il est important de noter que le code QR et le lien sont identiques pour les deux versions. Ce sont toujours les données du système qui font foi, les impressions papier ne servant que d'aide. Dans un premier temps, il est recommandé de remettre au chauffeur une copie imprimée du CCM EUR. 1 établi et validé numériquement. Les pays PEM ont été informés ; tout problème d'acceptation doit être signalé sans délai à l'OFDF à l'adresse ursprung@bazg.admin.ch.

Si un CCM EUR. 1 numérique est délivré avec une procuration, cela peut être coché dans l'application. Actuellement, deux cases doivent encore être cochées, mais des travaux sont en cours pour qu'une seule case suffise. Comme auparavant, la procuration doit être disponible, mais elle ne doit être ni téléchargée ni présentée. Toutefois, elle doit être présentée en cas de procédure de contrôle a posteriori, par exemple.

L'application web «Certificat» ne peut pour l'instant être utilisée que par les entreprises participant au projet pilote. La mise en service officielle sera communiquée une fois le projet pilote mené à bien.

Passar Importation

Procédure pour la phase pilote et la mise en service définitive

Le lancement de Passar Importation est en préparation. Dans un premier temps, le système comprend les phases d'extension 1 et 2 (Importation standard). Des discussions avec des entreprises pilotes sont actuellement en cours, les premiers essais pilotes sont prévus après Pâques. Les entreprises intéressées peuvent toujours poser leur candidature pour participer à l'adresse dazit@bazg.admin.ch.

Outre le processus destinataire agréé au domicile (Da), la phase pilote se concentre dans un premier temps sur quelques points de passage de la frontière (axe nord-sud avec BWA et Chiasso Brogeda Merci ; un autre point de passage est en principe envisageable). Au début, seuls des trajets individuels accompagnés auront lieu. Une extension (trajets individuels préannoncés mais sans accompagnement, extension à d'autres points de passage de la frontière) suivra dans un deuxième temps. L'autorisation d'utilisation en production à un point de passage s'applique à tous les opérateurs économiques (entreprises pilotes et autres) et sera communiquée en conséquence. Une liste des points de passage de la frontière disponibles sera publiée sur le site web de l'OFDF, de manière similaire à ce qui a été fait pour l'application Activ.

L'utilisation de Passar Importation pour la phase pilote, puis pour la mise en production à grande échelle, nécessite l'enregistrement de tous les acteurs sur l'ePortal avec les rôles de partenaire commercial requis. L'utilisation de l'application Activ pour le passage automatisé de la frontière est requis ; l'OFDF n'établira pas de déclaration de transport pour Passar Importation.

La feuille de route Passar 2.0 / 3.0 de septembre 2024 est actuellement en cours de mise à jour. Une fois que l'OFDF aura procédé aux travaux internes, les représentants de l'économique seront associés comme d'habitude, d'abord au sein du groupe restreint du groupe de travail « Développement logiciel », puis au niveau du groupe d'accompagnement « Économie ».

Différences de procédure entre E-dec et Passar

Les règlements ont été mis à jour en vue de Passar Importation (www.bazg.admin.ch/fr/r-10-reglement-procedure-douaniere. Le chapitre 0 du R-10-00 offre un aperçu des principales différences entre E-dec Import et Passar Importation. Entre autres : Passar ne fait pas de distinction entre contrôle formel et contrôle matériel, il n'y a désormais plus que deux résultats de sélection : « libéré » ou « contrôle ». La décision de taxation est mise à disposition sous forme numérique immédiatement après la libération si la sélection ne donne pas lieu à un contrôle respectivement à l'issue du contrôle. Cela permet de clôturer le processus de taxation à la frontière. Désormais, une seule décision de taxation sera mise à disposition (douane et TVA dans un seul document). Les règlements relatifs au processus de domicile ont également été mis à jour (www.bazg.admin.ch/dam/fr/sd-web/myPg5JS5E3QS/R-10-21_Zugelassene_Versender_und_Empfaenger_f.pdf). Pour rappel : pour l'entrée en transit, une déclaration de transport est nécessaire (activation automatisée) ; l'annonce d'arrivée (apurement du transit) ainsi que l'établissement et l'activation de la déclaration des marchandises importation sont effectuées directement dans le système au domicile.

Des comptes PCD et des garanties à l'ID-PC et au statut de débiteur

Le passage à Passar Importation s'accompagne de l'introduction du nouveau statut de débiteur. L'affichage du statut de débiteur s'effectuera dans le portail financier «Finanzas» (qui sera présenté lors d'une séance ultérieure du groupe d'accompagnement) et repose sur un système de feux. Lorsque le statut est vert, les importations peuvent continuer à être traitées sur facture avec délai de paiement. En cas de statut rouge, il existe des créances en souffrance, les garanties requises font défaut ou sont insuffisantes. Dans ce cas, les importations ne sont possibles qu'en contrepartie d'un paiement immédiat au bureau de douane. Lors de la classification, les créances en cours existantes sont également prises en compte.

À l'avenir, les garanties seront exigées en fonction du risque (à ne pas confondre avec les garanties TC pour le transit international avec «Garanzia»). Les partenaires commerciaux ayant leur siège en Suisse ou au Liechtenstein ne sont en principe pas tenus de fournir des garanties, pour autant qu'il n'y ait pas de risque accru. Dans ces cas, les importations peuvent continuer à être effectuées sur facture. Pour les partenaires commerciaux dont le siège n'est pas en Suisse ou au Liechtenstein, le risque est plus élevé en raison des possibilités limitées de recouvrement à l'étranger. Dans ces cas, des garanties doivent en principe être constituées, à moins que les importations ne soient payées directement au bureau de douane.

Avec Passar 2.0, les comptes PCD existants seront, comme annoncé préalablement, remplacés par l'identifiant du partenaire commercial (ID-PC, GP-ID en allemand). À l'avenir, la relation d'affaires s'établira au niveau du partenaire commercial et non plus via des comptes individuels. Lors du passage à Passar 2.0, les garanties existantes seront attribuées à l'identifiant PC correspondant. Dès que le passage définitif à Passar 2.0 aura eu lieu, les garanties PCD existantes seront progressivement restituées en fonction du risque. En cas de comptes PCD multiples, la restitution des garanties n'aura lieu que lorsque plus aucune opération ne sera traitée via ces comptes, que les comptes correspondants auront été clôturés et qu'au-

cune garantie ne sera requise. La procédure concrète de restitution des garanties sera communiquée ultérieurement. Il sera également précisé si une prise de contact active de la part des partenaires commerciaux est nécessaire ou si celle-ci sera effectuée par l'OFDF.

Important : pendant la phase de transition, les anciens et les nouveaux processus s'appliquent en parallèle jusqu'à ce qu'une entreprise ou ses partenaires logistiques aient entièrement migré vers Passar Importation. Les comptes PCD et les garanties restent en vigueur tant que des déclarations en douane d'importation sont saisies dans E-dec.

« Fil rouge » dans le champ de texte libre

Comme cela a déjà été communiqué à plusieurs reprises, il n'y aura désormais plus qu'un seul ID-PC par partenaire commercial. À titre d'alternative, l'OFDF met à disposition un champ de texte libre lors de la déclaration des marchandises. Les informations qui y sont saisies ne sont pas vérifiées par l'OFDF. Elles apparaissent telles quelles sur les décisions de taxation, mais pas sur les récapitulatifs et les factures. Les diapositives 38 et 39 montrent l'interaction entre les différents types de documents et le fil rouge reliant la facture à la déclaration des marchandises.

Informations préliminaires

Adaptations des données de base

Dans le cadre de la numérisation et de la standardisation dans le domaine « Réglementations », les données de base font à nouveau l'objet d'ajustements. Les modifications prévues pour avril et mai concernent toutes la direction importation. Les déclarations en douane qui ne sont pas enregistrées avec les codes et les informations complémentaires corrects seront rejetées dans e-dec avec un message d'erreur. La modification sera communiquée via les canaux habituels (cf. Remarques Tares).

Engagements d'emploi

Les engagements d'emploi pour les marchandises pouvant bénéficier d'allègements douaniers en fonction de leur emploi existent aujourd'hui séparément pour chaque type de marchandise ainsi que pour les différents emplois. À l'avenir, cet engagement d'emploi ne devra plus être demandé qu'une seule fois par une entreprise et s'appliquera de la même manière à toutes les marchandises bénéficiant d'allègements douaniers ainsi qu'à tous les emplois.

Cette mise en œuvre s'effectuera avec Passar 2.0, mais s'appliquera également au système de dédouanement e-dec à partir de novembre 2026. Les engagements d'emploi publiés aujourd'hui sur Internet perdront leur validité au 1er novembre 2026. Il n'est plus prévu de publier les engagements d'emploi à l'avenir. Les destinataires ou importateurs concernés ont besoin d'un identifiant de partenaire commercial (ID-PC) et doivent en outre l'associer au rôle « Engagement d'emploi ». Au cours du prochain semestre, les entreprises concernées seront directement informées par l'OFDF et guidées sur la manière de demander l'identifiant de partenaire commercial ainsi que le rôle correspondant.

Suppression de la déclaration en douane collective avec Passar 2.0

La pratique administrative actuelle autorise une déclaration en douane collective sous certaines conditions. Ainsi, les envois destinés à différents destinataires peuvent être taxés au moyen d'une seule déclaration en douane d'importation portant la mention « Divers » destinataires/importateurs.

Cette possibilité disparaîtra avec Passar 2.0 et ne sera donc plus proposée. Les déclarations de marchandises par envoi sont possibles sans effort supplémentaire grâce aux données

sources électroniques existantes ; au contraire, la reprise des données permet d'éviter les tâches de saisie manuelle. La qualité des données s'en trouve simultanément améliorée.

Implication de l'économie / groupes de travail

Le mandat confié à DaziT pour la numérisation de bout en bout des procédures de perception des droits de douane et des taxes nécessite une standardisation accrue. Les microservices développés ne sont plus destinés à des domaines ou à des catégories de clients spécifiques, mais sont désormais utilisés de manière transversale au sein de l'OFDF. Les groupes de travail avec les différents secteurs économiques ont pour objectif de valider les standards généraux et de les développer ou de les adapter ponctuellement. Ceci est illustré par l'exemple des groupes de travail dans le domaine des redevances. Si cette nouvelle approche a posé divers défis au départ, les discussions ouvertes ont toujours permis d'aboutir à des solutions pragmatiques. L'OFDF remercie les représentants du secteur économique impliqués pour leur collaboration axée sur la recherche de solutions.

Perspectives

Les prochaines réunions du groupe d'accompagnement Économie auront lieu aux dates suivantes, de 9h30 à 12h00 : 22 juin 2026 (sur place à Berne), 7 septembre 2026 (en ligne), 7 décembre 2026 (sur place à Berne). Les séances sur place ne seront pas hybrides.

Marco Benz
Directeur adjoint de l'OFDF

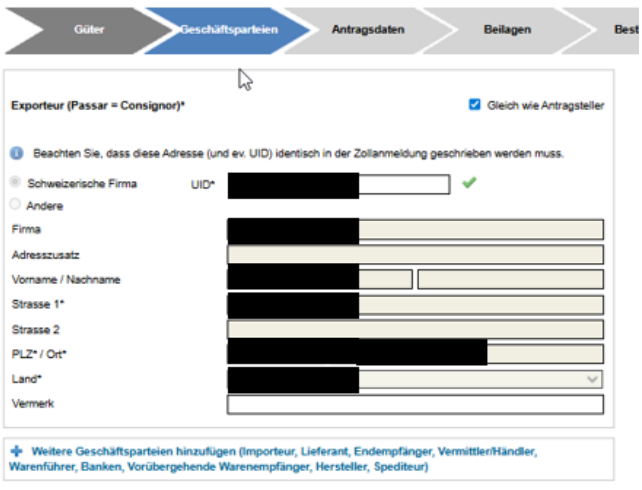
Pour le procès-verbal
Nicolas Rion

Annexe : questions des participants à la séance en ligne du 16 mars (copiées du chat) et réponses de l'OFDF (seulement en allemand)

Fragen und Antworten Begleitgruppe Wirtschaft

Frage Begleitgruppe Wirtschaft (aus dem Chat)	Antwort BAZG
Gesetzesrevision / BAZG-VG / BAZG-VV	
In welchem Vernehmlassungspaket sind die Zollerleichterungen, Veredelungsverkehr, Rückerstattungen usw.?	Im Paket 1 resp. in der ZoV und in der BAZG-VV
Wo kann das BAZG-VG im letzten Stand heruntergeladen werden? Können Sie uns den Link zur Verfügung stellen?	https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2025/2035/de
Wird es für die zu ändernden Verordnungen eine Infoveranstaltung des BAZG geben, um dem BAZG direkt Fragen stellen zu können (und ggf. gleich abzuklären)?	Ja, dies ist geplant.
Start Vernehmlassung vor oder nach den Sommerferien?	Der Zeitpunkt ist noch nicht festgelegt. Wir kommunizieren diesen so rasch wie möglich bzw. sobald er bekannt ist.
Steht die vereinfachte Warenanmeldung schon zur Verfügung, bevor die rechtliche Grundlage dafür steht?	Da es sich bei der **Ausfuhr** um eine reine Verwaltungspraxis handelt, können die Voraussetzungen im Bereich Wert und Gewicht ohne Anpassung der Rechtsgrundlage geändert werden. In Passar Ausfuhr wurden die Limiten für die vereinfachte Warenanmeldung daher unmittelbar auf 5'000 CHF und 5'000 kg erhöht. Anders verhält es sich bei der **Einfuhr**: Die Wert- und Gewichtsgrenzen sind in Art. 105a der Zollverordnung verankert und können erst mit Einführung des neuen Zollrechts angepasst werden. Für die Einführung von Passar Einfuhr 2.0 gelten somit weiterhin die heute bestehenden Limiten. Eine vereinfachte Warenanmeldung ist daher nur für Sendungen mit einem Mehrwertsteuerwert von höchstens 1'000 CHF und einer Rohmasse von höchstens 1'000 kg möglich.
Passar Ausfuhr	
Wie ist der aktuelle Stand bzgl. Plausibilitätsprüfung bei der Warenanmeldung Ausfuhr?	Der aktuelle Stand kann aus der technischen Dokumentation (Webseite BAZG: Passar: Technische Informationen) entnommen werden. Alternativ kontaktieren Sie bitte Ihre Branchensoftware-Entwicklungsfirma.

Am Flughafen Genf müssen Diplomatische Güter und Umzugsgut am Schalter abgemeldet werden - inklusive Stempel auf das "Exportdokument". Gleiches gilt für Sendungen, die unter offenbar unter RS 631.145.0 28-33 fallen (Internationale Organisationen, Export, keine Umzugsgut). Was ist hier der Lösungsansatz, offenbar kann PASSAR Export nicht benutzt werden?	Alle zur Ausfuhr bestimmten Waren unterstehen sowohl heute wie auch nach künftigem Zollrecht der Anmeldepflicht. Aktuell sind für Handelswaren folgende Formen der Ausfuhrzollanmeldung zulässig:
	
	- Elektronische (ordentliche) Ausfuhrzollanmeldung mit Passar
	- Zollanmeldung in Papierform (Ablösung Papierformulare mit Passar 3.0 geplant)
	- Vereinfachte Ausfuhrzollanmeldung gemäss R-10-10 Ziffer 1.3.3, die:
	  ○ einer elektronischen Ausfuhrzollanmeldung Passar mit reduzierten Daten entspricht; oder
	  ○ ein anderer Beleg mit einem entsprechenden Aufdruck ist (z. B. Rechnung, Lieferschein, Kopie des Frachtbriefs analog Bei-

	spiel aus Genf). Diese Form der vereinfachten Ausfuhrzollanmeldung wird in Zukunft nicht mehr möglich sein. Die vereinfachte Ausfuhrzollanmeldung untersteht gewissen Limiten (vgl. R-10-10 Ziffer 1.3.3). Eine vereinfachte Ausfuhrzollanmeldung Passar ist möglich für Sendungen von weniger als Fr. 5'000.- und weniger als 5'000 kg (oder für Kapitel 91: weniger als 10 Stück; oder bei anderen Masseinheiten: weniger als 100). Ausserdem gilt es Ausschlussgründe zu beachten. So ist die vereinfachte Ausfuhrzollanmeldung unter anderem nicht anwendbar, wenn sich das Bestimmungsland der Sendung ausserhalb der europäischen Sicherheitszone (EU-Länder und Norwegen) befindet. Die vereinfachte Ausfuhrzollanmeldung von Diplomatengut mittels Aufdruck auf dem AWB nach Kanada (gemäss beigelegtem Beispiel aus Genf) wäre in dieser Form demnach **nicht** zulässig. In Passar Ausfuhr wurde die Eingabesteuerung (Input Control) vor Kurzem um «befreit» erweitert. Darin enthalten ist auch «ordentlich» und «vereinfacht». Dies bedeutet, dass Waren gemäss der Befreiungsliste nach R-25 Ziffer 2.2.2.1, worunter z. B. Übersiedlungsgut, Diplomatengut und Waren für den amtlichen Gebrauch von und an ständige Missionen von internationalen Organisationen (CERN) fallen, mit dem Input Control «befreit» in Passar Ausfuhr vereinfacht oder ordentlich angemeldet werden können.
Anmeldung von regulierten Waren	
Ein Exporteur hat nicht immer zwingend eine UID Nr. Wenn wir Pseudo-Nr. nehmen, steht das BAZG als Exporteur, was ja nicht korrekt ist. Wie ist vorzugehen?	Juristische Personen benötigen zwingend eine echte UID. Pseudo-Nummern funktionieren nicht. Privatpersonen identifizieren sich via Name/Adresse (sowohl auf der Bewilligung als auch in der Warenanmeldung).
Bzgl. "lateinischer Name" bei CITES, hier muss der entsprechende Code aus der Codeliste und nicht der lat. Name eingegeben werden, oder?	Genau. Der "Lateinische Name" kommt aus der Codeliste. Das heisst, dass der Anmelder im UI seiner Software den Lateinischen Namen erfasst und dieser dann in der Meldung NE015/013 als Code übermittelt wird.
SECO Bewilligung, beim Bewilligungsantrag wird keine UID oder GP gefordert, es wird nur der Name des Exporteurs angefragt plus die Sendungsdaten. Wo im Tool kann man diese UID eingeben und/oder wäre die GP ID auch möglich?	Die UID ist das erste Feld, welches in ELIC im Reiter «Geschäftsparteien» ausgefüllt werden muss. 

	Die GP-ID kann nicht erfasst werden. Daher ist es wichtig, beim Bewilligungsantrag diejenige UID zu verwenden, welche auch mit derjenigen GP-ID verknüpft ist, die bei der Warenanmeldung in Passar verwendet wird.
Thema Teilsendung. Wie ist dies genau gemeint? z.B. bei 100 Stk. in verschiedenen Lieferungen muss dies angegeben werden oder bezieht sich dies auf ein System das zerlegt ist und in verschiedenen Teilsendungen aufgeteilt wird?	Das bezieht sich auf eine einzelne Ware (z. B. Maschine), welche aus transporttechnischen Gründen auf mehrere Lieferungen aufgeteilt wird. Da die SECO-Bewilligung auf die Stückzahl ausgestellt wird, muss beim Bewilligungsantrag bekanntgegeben werden, wenn für die Ausfuhr mehrere Lieferungen benötigt werden.
Passar Ausfuhr: Gemäss GKV ist bei Güter, die unter die Zolltarifkapitel 12 28–29, 30 (nur die Tarifnummern 3002.1200–9000), 34, 36–40, 54–56, 59, 62, 65 (nur die Tarifnummer 6506.1000), 68–76, 79, 81–90 und 93 fallen, jedoch nicht der Bewilligungspflicht nach Artikel 3 unterliegen oder nach Artikel 4 von der Ausfuhrbewilligungspflicht ausgenommen sind, muss in der Zollanmeldung den Hinweis «bewilligungsfrei» anbringen. Wie wird dies in Passar Ausfuhr rechtskonform bestätigt?	Mit der Aussage «Regulierung nein» äussert sich der Anmelder eindeutig dazu, dass die angemeldete Ware keinen Regulierungen unterliegt.
Folie 42 - gibt es somit auf der Schnittstelle E-DEC Import auch eine Anpassung? Gibt es eine Übersetzungsliste alte / neuen Codes?	Die Anpassung erfolgt bei den Stammdaten und bei den Plausibilisierungen. Deshalb können auch Zollanmeldungen in e-dec mit falschen/alten Codes nicht mehr übermittelt werden. Neben den spezifischen Publikationen über die Stammdatenanpassungen (in der Präsentation verlinkt) bestehen auf der Internetseite Richtlinien D-60 zwei Richtlinien, in welcher alle aktuellen Codes aufgeführt sind. R-60-02 Regulierungscodes Passar R-60-01 NZE-Pflicht- und NZE-Artencodes e-dec
Werden die Firmen mit Verwendungsverpflichtung weiterhin öffentlich einsehbar sein?	Nein. Die öffentliche Publikation der Verwendungsverpflichtungen von Unternehmen wird zukünftig nicht mehr möglich sein.
Einfuhrbewilligungen = Ausbauschritt 3? Falls ja: Bitte genauere Timeline, was, wann, wer	Die Roadmap Passar stammt von September 2024. Sie wird derzeit überprüft und aktualisiert. Der Zeitplan für den Ausbauschritt 3 ist Bestandteil davon.
Certificat – digitale WVB EUR. 1	
Ist Certificat schon im e-portal einsehbar?	Nein, die Kachel «Certificat» wird erst bei der offiziellen Freigabe aufgeschaltet. Hingegen sind schon die Informationen auf der Webseite publiziert: https://www.bazg.admin.ch/de/certificat-digitale-wvb-eur-1
Wann konkret steht es für alle zur Verfügung (digitales EUR.1)?	Sobald die Pilotphase erfolgreich abgeschlossen ist. Wir sind bestrebt, die Freigabe möglichst rasch zu erteilen. Ziel bleibt April, voraussichtlich nach Ostern.
Wie sieht das Notfallszenario aus, wenn EUR.1 aufgrund einer Störung nicht erstellt werden können?	Wenn eine WVB nicht digital erstellt werden kann, kommt die Papierlösung zum Tragen. Bis auf Weiteres werden beide Verfahren parallel möglich sein.
Wie funktioniert ein Passar-Export mit EUR. 1, wenn die Aktivierung an der Grenze erfolgt?	Beim Export muss an der Grenze bezüglich Aktivierung nichts beachtet werden. Dies geschieht vollautomatisch. Wir empfehlen jedoch, insbesondere in der An-

	fangsphase, dem Chauffeur idealerweise eine aktivierte, finale Kopie der digitalen WVB EUR. 1 mitzugeben. Mindestens raten wir jedoch zur Mitgabe einer DRAFT-Version, sollte die finale, valide Version noch nicht zur Verfügung stehen.
Heute können wir mit einer Vollmacht ein EUR1 für einen Kunden erstellen. Wird dies auch zukünftig möglich sein?	Ja, im System kann dies entsprechend angekreuzt werden. Die Vollmacht muss nach wie vor vorliegend sein, muss aber weder eingescannt noch anderweitig anlässlich des Exports präsentiert werden. Sie wird jedoch im Rahmen eines Nachprüfungsverfahrens z. B. einverlangt und geprüft werden.
Transportprozess / Aktivierung	
Wird die Activ App mit weiteren Fremdsprachen erweitert?	Nein, dies ist nicht vorgesehen. Die viersprachige Activ App wird bereits seit Jahren in der Durchfuhr von Chauffeuren aus ganz Europa verwendet. Mittlerweile stehen auch In-Browser-Übersetzungen oder sonstige Hilfsmittel zur Unterstützung.
Wie sieht die automatische Aktivierung der TA auf den anderen Transportträgern aus?	Die Verkehrsarten Bahn, Luft und Wasser müssen bis spätestens Ende Mai 2026 automatisiert aktiviert werden können. Die entsprechenden Informationen haben und werden wir in den verkehrsspezifischen AG's kommunizieren.
Das Zollamt Au sagt den Deklaranten sie sollen keine DTS erstellen, sie würden das nicht können?	In der Au wird der DTS im Ausgang offiziell als Laufzettel-Ersatz betrachtet. AT akzeptiert das. So wurde es offiziell kommuniziert in einem Infoschreiben. Wenn es Probleme gibt diesbezüglich, ist das der Zollstelle sofort zu melden.
Wird der sehr nützliche Flyer der Spedlogswiss, welcher in Zusammenarbeit mit dem BAZG zum Thema Activ App entstanden ist, diesem Protokoll ebenfalls beigefügt? Aus meiner Sicht benötigt es hier in erster Linie Awareness seitens Spediteur.	Das können wir gerne machen, sofern Spedlogswiss auch einverstanden ist.
ZV/ZE wir exportieren Zigaretten und aktivieren das MRN vor Ort bevor der LKW das Gelände verlässt. Bleibt das bei Passar gleich?	Der ZE/ZV-Prozess mit Passar ist seit dem 17. März 2024 resp. 30. April 2024 produktiv. Mit Passar 2.0 gibt es bezüglich des Prozesses mit den internationalen Durchfuhren keine Änderungen.
Ich gehe davon aus, dass beim Import einer Ware mit Transitdokument mit Bestimmung beim ZE, weiterhin kein DTS benötigt. Korrekt?	Der Laufzettel, respektive DTS, für den Transit ist abhängig von der Vereinbarung mit dem Nachbarstaat, respektive der gegenüberliegenden Zollstellen. Grundsätzlich braucht es kein DTS wo heute kein Laufzettel zur Anwendung kommt. Es gibt jedoch Gemeinschaftszollanlagen, wie z.B. Chiasso / Ponte Chiasso wo ein Laufzettel, respektive DTS für den Transit erforderlich ist.
Mit Passar Einfuhr als ZE wird nun noch mehr Bürokratie geschaffen. Neu muss nun auch eine TA erstellt werden. Warum? Auch heute kann das BAZG jederzeit bei einem Transiteingang eine Kontrolle vornehmen.	<u>Grundsatz</u> Damit eine Aktivierung (= Rechtsverbindlichkeit der Warenanmeldung) erfolgen kann, muss eine Transportanmeldung vor der Grenzankunft erstellt und mit den entsprechenden WA referenziert werden. Dies erlaubt in der Folge einen automatisierten Prozess, in welchem die Systeme des BAZG und der Software der Geschäftspartner (Bsp.: Branchensoftware) miteinander innert Sekunden kommunizieren. Als Konsequenz davon werden Schaltergänge durch den vollständig digi-

	talisierten Prozess (u.a. Bewilligungs- und Garantieprüfungen, Erstellen von digitalen EUR.1, Versand von internationalen Meldungen im gVV uvm.) vermieden. Liegt keine Transportanmeldung vor, gibt es keine Aktivierung und in der Folge wird ein Schaltergang nötig. ZE-Prozess Der ZE-Prozess im Zusammenhang mit einer internationalen Durchfuhr mit Passar ist seit dem 17. März 2024 produktiv und in der Zwischenzeit sind keine Neuerungen umgesetzt worden. Eine Aktivierung am Domizil erfolgt mittels technischer Meldung (siehe auch ZVE_Prozessbeschrieb_d.pdf)
Es gibt noch einige Grenzzollstellen, welche das T1/T2 in Papierform vorgelegt haben wollen. D.h. der Chauffeur befördert die Ware im Transit, muss aber dennoch auf dem Zollplatz aussteigen und das ausgedruckte Transitdokument am Schalter abholen - wird es Pflicht, dass man die MRN Nummer an allen Grenzzollstellen auch auf dem Handy mit QR Code vorlegen kann?	Ja, das ist das Ziel. Dies wird von der EU/TAXUD unterstützt und wir haben bereits mehrfach in Brüssel darauf hingewiesen. Wir bleiben dran!
Ich nehme an, bei AVECO wir das Kennzeichen der Zugmaschine erkannt? Was ist, wenn nur der Auflieger auf der Transportanmeldung angegeben ist?	Korrekt: Bei AVECO wird das Kennzeichen der Zugmaschine erkannt. Grundsätzlich müssen in der Transportanmeldung sowohl die Zugmaschine als auch der Auflieger deklariert werden. Eine Transportanmeldung ohne Zugmaschine ist nicht gültig. In diesem Fall wird der Fahrer angewiesen, zu parkieren und sich an den Schalter zu begeben.
Passar Einfuhr	
Bei wem können wir uns für die Pilotphase Passar Einfuhr anmelden?	Sie können sich via Email an dazit@bazg.admin.ch melden, danke für das Interesse!
Ist seitens BAZG bekannt, dass div. Anbieter von Branchensoftware die Funktionsupdates Passar Import keinesfalls zeitnah - tw. sogar erst im vollen Umfang in 2027 bereitstellen können?	Wir stehen im engen Austausch mit den Software-Entwicklern und haben entsprechende Rückmeldungen erhalten. Danke für den Hinweis.
Wird die Zeitleiste verlängert werden für Edec Import?	Dies wird im Rahmen der laufenden Überprüfung der Roadmap angeschaut.
Stufe 5 reduzierte Anmeldung... ist damit Input control 1, vereinfacht gemein?	Die Beschreibung des Use Cases ist wie folgt: Vornahme einer reduzierten Warenanmeldung mit Minimaldaten und/oder nachträgliche Ergänzung der fehlenden Daten in Form einer Einzel- oder Sammelwarenanmeldung nach der Aktivierung.
Wo bekommt man Infos bzgl. der technischen Spezifikationen Passar 2.0 ?	Die technische Dokumentation wird den Software-Entwicklern auf einer Online Plattform zur Verfügung gestellt. . Die Online Dokumentation umfasst Passar insgesamt. Siehe Infos hier: https://www.bazg.admin.ch/de/passar-technische-informationen. Hinweis: Die Seite ist aktuell in Überarbeitung
Uns hat jemand erzählt, dass die Umsetzung von Passar Einfuhr nach Regionen vorgesehen ist, also beispielsweise zuerst Zoll Nord, danach Zoll Nord-Ost usw.? Ich nehme an, dass diese Info falsch ist - oder?	Damit ist vermutlich das Vorgehen bei der Pilotierung und anschliessender Skalierung gemeint, siehe Ausführungen bei Folien 28 und 29.

Gemäss einer Antwort des Bundesrates auf eine parlamentarische Anfrage ist offenbar eine Reorganisation geplant (Regionen, Regionalebene). Was wären die Auswirkungen auf die Umsetzung von Passar?	Solche organisatorischen Weiterentwicklungen haben keine Auswirkungen auf Passar.
«Erstellt der ZE die WA Einfuhr selbständig, erhält er aufgrund der Akzeptanz die unverbindliche Vorselektion mitgeteilt»: Bitte um Details, in der Rückmeldung sind bis dato keine Verselektionen ersichtlich.	Die Vorselektion ZE wurde seitens BAZG noch nicht umgesetzt und ist für das nächste PI (Anfang April – Mitte Mai 26) eingeplant. Ob die Kapazitäten für die Entwicklung reichen, werden wir erst am PI-Planning sehen.
Folie 34 - bedeutet dies, dass wir zwingend die Verzollung nach der Ankunftsanmeldung durchführen müssen - geht Voranmeldung nicht mehr - und wie sieht es mit dem heutigen Fahrplanverkehr aus?	Nach der Ankunftsmeldung haben sie 30 Tage Zeit für die WA Einfuhr. Voranmeldung und fahrplanmässiger Verkehr gibt es nicht mehr, wir haben dies bereits informiert. Die WA Einfuhr kann vorgängig ins System gestellt werden (30 Tage gültig).
Wie lange ist die Frist für eine Korrektur bei der Passar Einfuhr, wie bisher oder ändert sich hier etwas ?	Unter dem heutigen Zollrecht gelten die bekannten Fristen (Berichtigung Art. 34/Beschwerde Art. 116). Die Einsprachefrist von einem Jahr gilt ab der Inkraftsetzung des neuen Zollrechts.
Einsprache - z.B. Änderung GP-ID mit Importeur oder Änderung Tarif-Nummer nach der Aktivierung: ohne Kosten für den Spediteur, richtig?	Im neuen Recht ist die Einsprache kostenlos.
Neben der Anpassung einer eVV muss auch der Widerruf kostenlos vom BAZG vorgenommen werden. Insbesondere in der Übergangszeit, bis e-dec Import abgelöst ist. Wie wird das den Zollstellen kommuniziert?	Eine Kommunikation folgt. Bitte beachten Sie, dass wir ein geltendes Recht haben.
ich	
Frage zum Debitorenstatus: ist der grundsätzliche Debitorenstatus vorab zum Senden der Passar Einfuhr ersichtlich, da die Spediteure aktuell nicht sehen können ob der Kunde seine GP-ID Registrierung mit Debitor freigeschalten hat?	Der Debitorenstatus wird im Finanzportal «Finanzas» einsehbar sein. Die Einsicht und Überprüfung des Status liegt in der Verantwortung des Geschäftspartners. Eine Abstimmung zwischen Geschäftspartner und Spediteur ist daher erforderlich. Bei einem roten Debitorenstatus sind Einfuhren weiterhin möglich, jedoch ausschliesslich gegen Sofortzahlung an der Zollstelle.
Vermutlich eher eine Frage an die Spediteure, die dann mit Passar Einfuhr anfangen, etc.: Werden die Importeure, die heute ein eigenes ZAZ-Konto haben, aktiv angefragt, ob die Verzollungen schon mit Passar Einfuhr durchgeführt werden dürfen? Es geht mir darum, wenn wir "Importeure" noch nicht soweit sind mit der Umstellung "keine ZAZ mehr" für die Abholen der eVV.	Importeure (Rechnungsempfänger) können in Passar nur ausgewählt werden, sofern sie bereits über eine GP-ID und die erforderlichen GP-Rollen verfügen. Vorgängig braucht es eine Registrierung im ePortal (Onboarding). Wir werden die Importeure in den nächsten Monaten direkt kontaktieren. In der Parallel-Phase von e-dec Import und Passar Einfuhr braucht es diesbezüglich eine Absprache zwischen den Beteiligten.
Wird es im zukünftigen System Passar Einfuhr eine Funktion zur Einschränkung bestimmter Geschäftspartner geben? Konkret geht es um die Möglichkeit, eine „Whitelist“ eingeschränkter Geschäfts-	Die Wirtschaftsverbände stehen diesbezüglich mit dem BAZG in Kontakt. Die Gespräche sind noch nicht abgeschlossen.

partner (z. B. Verzollungsagenten) zu führen. Damit nicht "jeder" Einfuhren bzw. Verzollungen vornehmen kann.	
Dokumentenbezug	
Wird es weiterhin das Bordereau geben?	Ja. Einzelne Verfügungen werden in Zukunft unter dem Begriff «Zusammenzug» gebündelt. Wegen den unterschiedlichen Zahlungsfristen wird es zwei Zusammenzüge bzw. Rechnungen geben: Eine Rechnung für MwSt (zahlbar innert 60 Tagen) und eine Rechnung für andere Abgaben wie Zollabgaben (zahlbar innert 5 Tagen). Diese Zusammenzüge werden jeweils auf den Rechnungen zur Nachvollziehbarkeit aufgeführt.
Ein Importeur erhält bei e-dec Import die Rechnung (Zoll und MWST) nach wie vor per Post und bei Passar Einfuhren muss er diese in Chartera Output proaktiv abholen. Ist das richtig?	Ja, das ist korrekt. Dokumente werden neu grundsätzlich digital bereitgestellt. Sie können entweder manuell in der Web-Anwendung «Chartera Output» im ePortal oder via B2B-Schnittstelle automatisiert bezogen werden.
Ist vom BAZG geplant, chartera output komfortabler zu gestalten? - im Tool kann man nicht wirklich sehen was heruntergeladen wurde und was nicht. Es wird zwar angegeben, aber es stimmt nicht - zudem wäre es wünschenswert, wenn Wirtschaftsbeteiligte das Tool als Auswertetool nutzen könnten. Eine Zuordnung der eVV zu Rechnungen ist nur möglich indem jedes einzelne pdf geöffnet wird. Die Angabe der Referenznummer im Tool und des Spediteurs und Versenders wären sehr hilfreich.	Eine Weiterentwicklung von Chartera Output ist zum heutigen Zeitpunkt nicht vorgesehen Falls Dokumente über die B2B-Schnittstelle bezogen werden, setzen Sie sich bitte mit Ihrer Branchensoftware-Entwicklungsfirma in Verbindung. Allenfalls können diese entsprechenden Anpassungen in ihren Benutzeroberflächen vornehmen.
Warum nur eine Rechnung 2x pro Woche? Diese braucht es für Spediteure/Verzoller täglich. Wird das so angepasst?	Die Rechnungsstellung erfolgt weiterhin zweimal pro Woche. Eine tägliche Rechnungsstellung ist aktuell nicht vorgesehen. Eine Anpassung dieses Prozesses ist derzeit nicht geplant.
Für uns als Dokumentenbezüger (nicht Selbstverzoller) stellt die gleichzeitige Verarbeitung von Einfuhrverzollungen über Passar und e-dec eine grosse Herausforderung dar. Wie bereits in der letzten Sitzung der Begleitgruppe Wirtschaft angesprochen, ist es für uns unmöglich, die Weiterverarbeitung (automatisierte Prüfungen etc.) in unseren Folgesystemen zu gewährleisten, solange unsere Verzollungsagenten teils bereits Passar verwenden und andere noch mit e-dec arbeiten. Wir haben den Eindruck, dass diese Schwierigkeit bei der Einführung von Passar durch das BAZG bislang nicht ausreichend berücksichtigt wurde. Die Anforderung, zeitgleich beide Systeme handhaben zu müssen, ist für viele Unternehmen nicht umsetzbar und führt zu erheblichen operativen und technischen Hürden.	Das BAZG hat Alternativen zu einer Parallel-Phase geprüft. Als einzige Gegenvariante stand eine Umstellung auf einen einzigen Zeitpunkt («Big Bang») zur Diskussion. Da diese Variante jedoch eine Koordination mit allen Bundesämtern bedeutete und rund 30’0000 involvierten Geschäftspartnern mit ihren Branchensoftware-Entwicklungsfirmen von einer solchen Umstellung «über Mitternacht» betroffen wären, wurde diese Variante als nicht machbar eingestuft und folge dessen nicht weiterverfolgt. Im Weiteren wurden abgeklärt, ob ein gemeinsamer Dokumentenbezug von e-dec und Passar technisch machbar ist. Diese Abklärungen ergaben, dass eine solche Verbindung nicht möglich ist.

Wir bitten Sie daher, diese Situation nochmals zu prüfen und gegebenenfalls eine Übergangslösung oder Anpassung der Umsetzung vorzusehen, um den Unternehmen eine reibungslosere Integration zu ermöglichen.	
Wie macht der Spediteur dies mit einem Kostensplitt, Zoll MwSt mit den Belegen zur Verfügung stellen, wenn es nur noch ein Dokument gibt?	In Absprache mit der Eidg. Steuerverwaltung, den Wirtschaftsverbänden und der Kerngruppe AG Softwareentwicklung wurde vor ca. 2 Jahren entschieden, nur noch eine VV zur Verfügung zu stellen.
Gleiche Frage - besonders auch aus Datenschutzgründen ist der gleiche Beleg für beide Parteien wahrscheinlich oft keine Option.	Siehe vorangehende Antwort.
Wenn wir als Importeur Belege beziehen die aus Passar Einfuhr generiert werden und andere aus e-dec: Werden wir dann in dieser Übergangsfrist, alte und neue Rechnungen vom BAZG erhalten?	Da es sich bei e-dec und Passar um zwei unterschiedliche Geschäftsprozesse handelt, erfolgt die Rechnungsstellung getrennt. Während der Parallelphase werden Einfuhren aus e-dec und Passar entsprechend separat in Rechnung gestellt.